



www.fn-te.cgt.fr

22 MAI UNITAIRE

**Fédération Nationale
des Travailleurs de
l'État**

263 rue de Paris - Case 541

93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01

Mail : trav-etats@cgt.fr

APPEL A LA GREVE ET A LA MOBILISATION AU MINISTERE DES ARMEES ET DANS LES INDUSTRIES DE DEFENSE

Les fédérations CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FA (Autonomes), FO, FSU, UNSA et Solidaires appellent les 5,4 millions d'agent-e-s de la Fonction Publique à une journée de grève et de manifestations le 22 mai. C'est une unité d'une ampleur inédite depuis dix ans.

Face aux attaques incessantes du gouvernement contre les travailleurs, les retraités, les étudiants, les privés d'emploi, il est plus que jamais indispensable de se soulever.

Les projets gouvernementaux pour la Fonction Publique sont inquiétants pour la survie du service public de qualité :

- Suppression de 120 000 postes sans réel approche de ce que doit être les missions de service public ;
- Rémunération au mérite, alors que la part variable de la rémunération est le premier facteur d'inégalité entre les femmes et les hommes ;
- Développement du recours aux emplois contractuels ;
- Fusion des instances représentatives du personnel ;
- Plan de départ volontaire de la Fonction Publique...

Après la hausse de la CSG et la réinstauration du jour de carence, CAP 2022 promet encore de beaux jours pour la casse du service public.

Au Ministère des Armées, la DRH a obtenu une dérogation au statut pour recruter des agents non titulaires pour une durée de 3 ans non renouvelable ainsi que des TSEF sans concours.

Le SIAé est menacé de privatisation.

Sur le plan international, les choix politiques opérés par le présent gouvernement sont graves : ventes d'armements à des pays dirigés par des dictateurs et dans un même temps bombardement de la Syrie aux côtés des américains et des britanniques, en dehors de tout cadre légal et sans aucune preuve pour justifier cette action.

C'est dans ce contexte de bradage permanent des missions régaliennes de la Défense, que la FNTE revendique la création d'un Pôle Public National de Défense. En partant de la réalité des différents acteurs du ministère et du secteur industriel de Défense, de leur diversité de statuts juridiques et garanties collectives des salariés qu'ils emploient, l'objet du Pôle Public National de Défense est de conforter les atouts de la France au service d'une défense nationale suffisante et non-agressive, participant activement au maintien de la sécurité en France et en Europe.

Les questions de Défense ne peuvent être confisquées par l'élite politique sans que les citoyens n'aient démocratiquement leur « mot à dire ». La Défense doit rester nationale.

**Toutes et tous mobilisé-e-s le 22 mai
pour la Défense nationale !**